



## **MARCHE DE « PRESTATIONS INTELLECTUELLES »**

### **« ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LA REALISATION DE DIAGNOSTICS STRUCTURE ET COUVERTURE DE BÂTIMENTS »**

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

Accord-cadre à bons de commandes passé en appel d'offres ouvert  
en application des dispositions des articles L.2124-2 , R.2124-2 1°, R2161-2 à R21615,  
R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique

**Références : M2026-07**

<b>ARTICLE 1</b>	<b>GENERALITES</b>	<b>3</b>
1.1	PREAMBULE	3
1.2	OBJET DU MARCHE	3
1.3	SECTEUR GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION	3
1.4	LES INTERVENANTS	4
1.5	DEFINITIONS DES DIFFERENTS TYPES DE BIENS	4
<b>ARTICLE 2</b>	<b>MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
2.1	PILOTAGE DU PRESENT MARCHE	5
2.2	RISQUES LIES A LA PRESENCE D'AMIANTE OU DU PLOMB	5
2.3	PLANIFICATION DES INTERVENTIONS EN MILIEU OCCUPE	5
2.4	PLANIFICATION DES INTERVENTIONS EN MILIEU LIBRE	5
2.5	DELAI D'INTERVENTION ET D'EXECUTION DES COMMANDES	6
2.6	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	6
2.7	PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES	7
2.8	ACCESSIBILITE	7
2.9	REUNION SUR SITE	7
2.10	QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE DES INTERVENANTS	7
<b>ARTICLE 3</b>	<b>DESCRIPTION DES PRESTATIONS</b>	<b>7</b>
3.1	ELEMENT DE MISSION 1 : DIAGNOSTIC	8
3.2	ÉLEMENT DE MISSION 2 : PRECONISATIONS DE TRAVAUX DE CONFORTEMENT, DE MESURES CONSERVATOIRES OU DE MESURES DE SURVEILLANCE	9
3.3	ELEMENT DE MISSION 3 : VISITE DE CONTROLE	9
3.4	PRESTATIONS A LA DEMANDE SUR LA BASE DU BPU	9
<b>ARTICLE 4</b>	<b>LIVRABLES</b>	<b>10</b>
4.1	ELEMENT DE MISSION 1 : DIAGNOSTIC	10
4.2	ELEMENTS DE MISSION 2 : PRECONISATIONS DE TRAVAUX DE CONFORTEMENT, DE MESURES CONSERVATOIRES OU DE MESURES DE SURVEILLANCE	11
4.3	ELEMENTS DE MISSION 3 : VISITE DE CONTROLE	11
4.4	ELEMENTS DE MISSION 4 : AUTRES PRESTATIONS A LA DEMANDE SUR LA BASE DU BPU	11
<b>ANNEXE :</b>	<b>EXEMPLE DE BPU D'UN ACCORD CADRE TRAVAUX DE L'EPF D'OCCITANIE</b>	<b>12</b>

**1.1 PREAMBULE**

L'Établissement public foncier d'Occitanie (EPF) est un établissement public de l'Etat à Caractère Industriel et Commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est habilité à intervenir sur l'ensemble de la région Occitanie (à l'exception des périmètres des trois EPF locaux du Tarn, de Montauban et de Toulouse). Il dispose de ressources propres liées à son activité (taxe spéciale d'équipement, cession des biens acquis), du produit des emprunts et de subventions. Il exerce ses activités dans le cadre d'un programme pluriannuel d'Intervention (PPI) afin de :

- Procéder à toutes opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme et spécialement le renouvellement urbain, le logement, notamment social, le développement d'activités économiques, et à contribuer à la protection des espaces agricoles, à la préservation des espaces naturels remarquables et à l'aménagement du territoire,
- Procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ses missions, le cas échéant, à participer à leur financement. Les missions qui lui sont confiées peuvent être réalisées par l'Etablissement Public d'Occitanie soit pour son compte ou celui de l'Etat et de ses Etablissements Publics, soit pour le compte des collectivités territoriales et de leurs groupements, conformément à des conventions passées avec eux.

**1.2 OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet de définir la mission d'un prestataire unique, pour des diagnostics structures et couvertures concernant des bâtiments existants sur des parcelles propriétés de l'EPF d'Occitanie, ou en cours d'acquisition par l'établissement.

Ces diagnostics seront commandés en fonction des besoins pour déterminer, à partir d'une inspection visuelle, la nature et l'état des structures et des couvertures des bâtiments et, dès que cela s'avère indispensable, des préconisations de travaux de confortement ou de réparation nécessaires pour conserver l'intégrité du bâtiment.

Les ouvrages concernés par la présente mission possèdent des structures de toute nature, avec une prépondérance de bâtis anciens de facture traditionnelle dans les centres-villes et centres-bourgs.

**1.3 SECTEUR GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION**

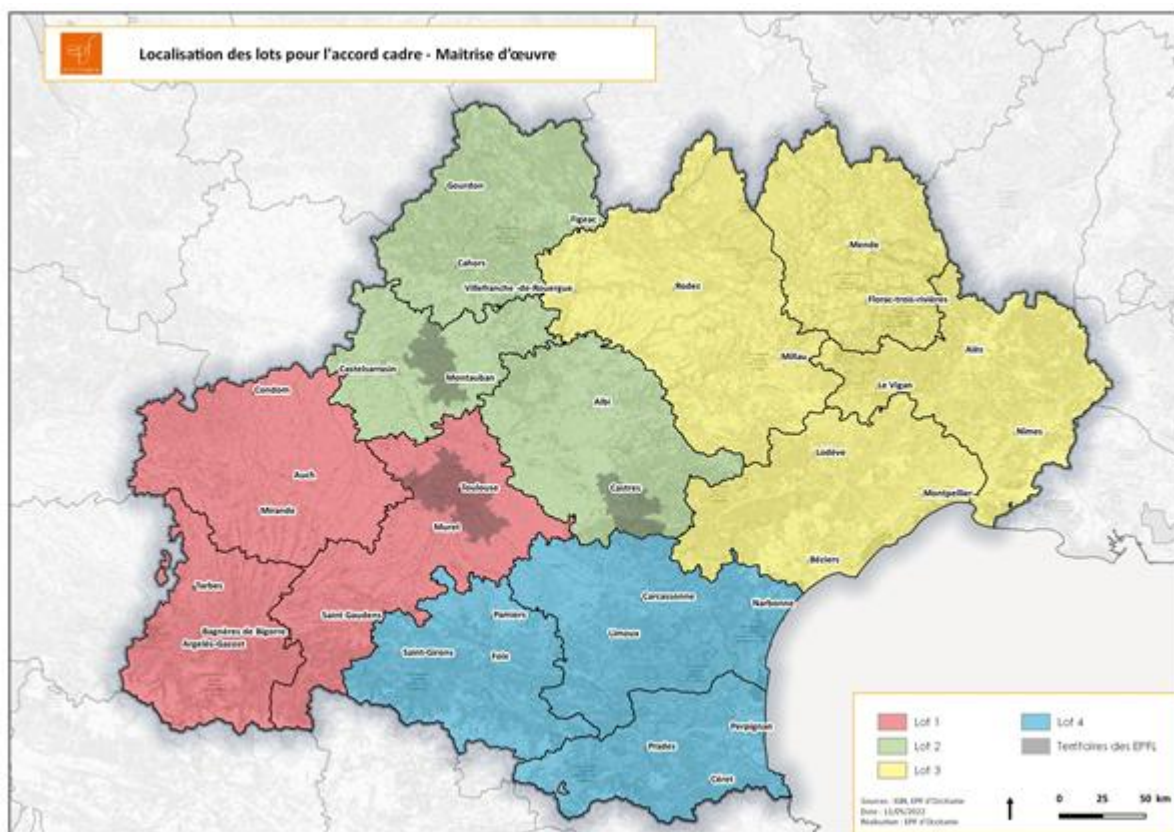
Les prestations sont exécutées en région Occitanie.

L'EPF a défini le découpage du territoire Occitanie en 4 zones, les parties grises sont couvertes par des EPF locaux, ces zones ne sont pas intégrées dans le présent marché.

Les zones seront alloties en fonction de la nomenclature suivante :

- Le lot n°1 est composé des départements du Gers (32), de la Haute-Garonne (31) et des Hautes-Pyrénées (65) ;
- Le lot n°2 est composé des départements du lot (46), du Tarn (81) et du Tarn-et-Garonne (82) ;
- Le lot n°3 est composé des départements de l'Aveyron (12), du Gard (30), de l'Hérault (34) et de la Lozère (48) ;

- Le lot n°4 est composé des départements de l'Ariège (09), de l'Aude (11) et des Pyrénées-Orientales (66).



## 1.4 LES INTERVENANTS

- **L'EPF d'Occitanie – Maître d'ouvrage**

L'Etablissement Public Foncier d'Occitanie est « le maître d'ouvrage » de la présente mission.

L'établissement est représenté pour l'exécution du marché par la Direction Travaux et Expertise Bâtimentaire.

- **Le Titulaire**

Le terme « Titulaire » désigne la personne physique ou morale, justifiant des compétences requises et qui est chargée par le maître d'ouvrage d'exécuter le présent accord cadre de prestations intellectuelles.

## 1.5 DEFINITIONS DES DIFFERENTS TYPES DE BIENS

Le titulaire sera amené à intervenir :

- Sur tout type de bâtiment (maison individuelle, immeuble, bâtiment industriel ou agricole, bâtiment d'activités tertiaires, ...) et leurs ouvrages annexes (mur de clôture, mur de soutènement, ...). En cas de bâtiments comportant plusieurs usages, c'est l'usage prépondérant qui sera pris en compte.
- Dans tout type d'environnement (centre historique, milieu diffus, terrain agricole, zone naturelle, ...). Les interventions et les préconisations devront prendre en compte également les spécificités des parcelles liées aux différentes réglementations (Sites

Patrimoniaux Remarquables (SPR), Plan de prévention des risques, zones Natura 2000, ...)

- Sur des constructions datant de toute époque.

## **ARTICLE 2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **2.1 PILOTAGE DU PRESENT MARCHÉ**

Pour coordonner l'ensemble des études, le titulaire désigne un interlocuteur unique, ayant la qualification, l'expérience et le pouvoir de décision requis pour organiser, gérer et contrôler les prestations réalisées. Il sera l'interlocuteur direct pour toutes les questions administratives et techniques.

Il sera nommé avec indication de ses coordonnées téléphoniques et son adresse électronique. Le titulaire nomme aussi une personne suppléante en cas de congés ou d'absence ponctuelle.

### **2.2 RISQUES LIES A LA PRESENCE D'AMIANTE OU DU PLOMB**

En cas de présence de matériaux ou produits contenant ou susceptible de contenir de l'amiante ou du plomb, toutes les précautions seront prises par le Titulaire pour que la réalisation des prestations sur supports amiantés ne présente aucun risque pour la santé des occupants et des personnes chargées de l'exécution de la mission. A ce titre, les méthodologies retenues par l'entreprise ne doivent en aucun cas impacter l'amiante ou le plomb en place et créer un risque de dispersion de poussières ou fibres d'amiante.

Sauf si le maître d'ouvrage remet au Titulaire un rapport de repérage précisant l'absence d'amiante, en cas de doute, le Titulaire devra prendre en compte le risque amiante et choisir impérativement des modes opératoires évitant toute émission de fibres d'amiante ou poussière de plomb. Il est donc de la responsabilité de l'entreprise titulaire de sensibiliser à cette question son personnel et ses éventuels sous-traitants.

### **2.3 PLANIFICATION DES INTERVENTIONS EN MILIEU OCCUPE**

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que durant l'exécution des prestations, il peut être amené à effectuer des visites dans des locaux occupés. Le maître d'ouvrage communiquera au titulaire, avec le bon de commande, les modalités de visite et le contact des personnes à solliciter pour la prise de rendez-vous. Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information d'ordre privée qu'il serait amené à connaître au cours de ces visites.

### **2.4 PLANIFICATION DES INTERVENTIONS EN MILIEU LIBRE**

Si les diagnostics interviennent en milieu libre, le prestataire devra se rendre à l'EPF d'Occitanie (siège de Montpellier ou Antenne de Toulouse selon la localisation du bâtiment) pour récupérer les clefs au service patrimoine ou, auprès du gestionnaire délégué (Commune ou EPCI), afin de réaliser sa prestation.

Le diagnostiqueur devra informer sans délai le maître de l'ouvrage sur tout élément risquant d'induire des réserves dans le rapport.

## **2.5 DELAI D'INTERVENTION ET D'EXECUTION DES COMMANDES**

Conformément aux dispositions du CCAP, le délai d'intervention est le délai dans lequel le titulaire s'engage à intervenir suite à la réception du bon de commande. Il court à compter de la date de réception par le titulaire du bon de commande et se termine à la date de remise des livrables par voie électronique.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans le CCAP.

Le titulaire devra également être en capacité de répondre à des sollicitations d'urgence exceptionnelles, dans les délais fixés dans le CCAP. La rémunération de ces interventions sera majorée par un coefficient pondérateur.

Le titulaire devra remettre le rapport par voie électronique dans les délais fixés par le CCAP. L'original pourra être, sans frais supplémentaires et à la demande du maître d'ouvrage, transmis par courrier ou remis en main propre ultérieurement.

L'attention du titulaire est portée sur le fait que durant la durée de validité du marché, il peut être amené à effectuer plusieurs diagnostics simultanément ; dans ce cas, les délais d'exécution ne peuvent pas être cumulés. Il appartient au titulaire de prendre toutes les dispositions utiles pour transmettre le rapport dans le délai indiqué. Ce délai devra être strictement respecté. A défaut, le titulaire du marché encourt les pénalités fixées dans le CCAP.

## **2.6 RESPONSABILITE DU TITULAIRE**

Le titulaire du marché est tenu pour responsable, aussi bien vis-à-vis de ses employés que vis-à-vis des tiers (personnel du site, habitant ou public), de tous dommages matériels ou corporels résultant de la préparation et de l'exécution de ses prestations.

Il devra souscrire aux assurances nécessaires à une bonne couverture de sa mission, notamment « Responsabilité Civile Professionnelle ».

L'ensemble des diagnostics doit être réalisé conformément à la réglementation applicable à chacun d'eux, réglementation que le prestataire est réputé connaître dans son intégralité. Dans le cadre des exigences réglementaires générales, les diagnostics réalisés devront être conformes aux normes en vigueur au jour de la réalisation de la mission.

Pour chaque diagnostic, une liste minimale obligatoire des prestations à effectuer a été établie. Cette liste n'étant pas exhaustive, il appartient au titulaire de la compléter le cas échéant, notamment en cas d'évolution de la réglementation.

Le titulaire ne peut se prévaloir des seules exigences énumérées dans le présent CCTP pour s'exonérer de sa responsabilité dans la constitution d'un diagnostic, si ce dernier se révélait non conforme aux textes en vigueur.

Le titulaire réalisant le diagnostic est tenu de laisser les lieux d'investigation dans un parfait état de propreté et de remettre en état les parois endommagées, sauf renonciation expresse du maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu de se garantir de tous les vols, détournement, dégradations et avaries, dommages, pertes et destructions de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne lui sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité.

## **2.7 PROTECTION DES OUVRAGES ET DES PERSONNES**

Pendant toute la durée des prestations, le titulaire est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres présents sur site, ainsi que des ouvrages. Il sera tenu de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à ses frais, les ouvrages qu'il aura endommagés.

## **2.8 ACCESSIBILITE**

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour accéder à l'ensemble des bâtiments devant être diagnostiqué.

En cas de besoins pour la réalisation des inspections visuelles, le titulaire pourra faire appel à des moyens spécifiques d'accès au site permettant d'aboutir dans les conclusions des diagnostics (nacelle élévatrice, prestation avec déplacements sur cordes, drone, ...).

Ces prestations seront rémunérées conformément aux dispositions prévues par le CCAP et le BPU.

## **2.9 REUNION SUR SITE**

Selon la nature et l'étendue du diagnostic, le prestataire pourra être convoqué à une réunion de démarrage pour préparer l'intervention et/ou une réunion de présentation du rapport.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit, à son initiative et s'il le juge nécessaire, de convoquer le prestataire sur site ou en tout autre lieu, au jour et à l'heure fixés par lui.

## **2.10 QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE DES INTERVENANTS**

L'EPF est amené à acquérir de plus en plus de biens bâtis de facture traditionnelle dégradés voire très dégradés en centre ancien, lesquels seront à diagnostiquer par le titulaire. Au regard de la nature de ces biens, il est impératif que les intervenants du titulaire amenés à réaliser les missions soient suffisamment qualifiés et expérimentés dans le domaine des pathologies du bâtiment (y compris dans les préconisations et les mesures correctives) afin de disposer d'une approche précise, mesurée et circonstanciée, selon l'état du bien et le projet envisagé (réhabilitation, démolition, etc.).

## **ARTICLE 3 DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Les prestations se décomposent en quatre éléments de mission :

- **Elément de mission 1** : réalisation d'un diagnostic permettant de caractériser et d'apprécier la qualité des structures et des étanchéités de l'immeuble.
- **Elément de mission 2** : préconisations de travaux de confortement, de mesures conservatoires ou de mesures de surveillance.
- **Elément de mission 3** : visite complémentaire de vérification pendant la durée de portage de l'immeuble par l'EPF. Cette visite consiste à vérifier les éventuelles évolutions de l'état du bien.
- **Elément de mission 4** : prestations à la demande sur la base du BPU.

### 3.1 ELEMENT DE MISSION 1 : DIAGNOSTIC

**Le diagnostic doit permettre de caractériser les structures et les couvertures des bâtiments en vue d'en connaître leur état de solidité et d'étanchéité.**

*Les diagnostics attendus ne sont pas des contrôles réglementaires des bâtiments ou des rapports périodiques.*

Le diagnostic doit également fournir des préconisations pour garantir la stabilité des édifices pendant la durée de l'opération. Ces préconisations devront être en adéquation avec la destination finale projetée du bâtiment si elle est connue à la commande du diagnostic (réhabilitation ou démolition).

Les recommandations devront tenir compte des risques et des dangers existants. Le titulaire pourra être convié sur site par le maître d'ouvrage pour un échange préalable à l'établissement d'un bon de commande, sans frais supplémentaires.

Ce diagnostic doit :

- Décrire la structure, la couverture et le clos/couvert du bien ;
- Mettre en exergue les fragilités structurelles et les désordres ainsi que leurs causes ;
- Identifier les risques pour les biens et les personnes et les évolutions possibles de l'état de dégradation.

Dans cette optique, le titulaire effectuera une inspection visuelle de l'ensemble du bâtiment afin de définir la nature et l'état de la structure et de l'étanchéité du bâtiment, en précisant a minima :

- Les matériaux constitutifs des différents éléments de structure et d'étanchéité ;
- Les relations entre ouvrages portés et ouvrages porteurs ;
- L'évaluation de l'état de l'ouvrage (structure saine, désordres ponctuels, désordres généralisés), l'identification des éventuels désordres et de leurs causes ;
- L'adéquation de l'état de la structure et de la couverture avec le projet s'il est connu au moment de l'émission du bon de commande ;
- L'évaluation des risques au regard de la sécurité des personnes et des biens ;
- L'évolution probable des désordres éventuels ;
- L'évaluation des délais d'intervention à respecter pour éviter l'aggravation des désordres.

Le titulaire devra informer sans délai le maître d'ouvrage sur tout élément risquant d'induire des réserves ne permettant pas de mener complètement sa mission.

Si cela est nécessaire pour que le diagnostic soit conclusif, le titulaire devra procéder dans le cadre de sa mission à des sondages destructifs. Avant de procéder à ces sondages, le titulaire devra solliciter l'accord du maître d'ouvrage en précisant les modalités de réalisation des sondages.

Si l'usage d'un drone s'avère nécessaire pour réaliser le diagnostic, le bon de commande le fera figurer.

**Tout diagnostic non conclusif ou assorti de réserves sera refusé par le maître de l'ouvrage.**



### **3.2 ÉLÉMENT DE MISSION 2 : PRECONISATIONS DE TRAVAUX DE CONFORTEMENT, DE MESURES CONSERVATOIRES OU DE MESURES DE SURVEILLANCE**

Ces préconisations doivent permettre de figer l'état de dégradation et d'assurer la stabilité et la pérennité de l'immeuble, au regard de la destination prévue dans le cadre de l'opération.

Ces travaux et mesures conservatoires peuvent consister, sans que cette liste soit exhaustive, en la mise en place d'éléments provisoires de stabilisation (étais, butons, ...), en la construction d'ouvrages de confortement, en des travaux de reprise provisoire de couverture ou d'étanchéité, en la création de ventilation, ...

Les préconisations doivent comprendre *a minima* :

- La description et le repérage des travaux ou mesures à mettre en œuvre ;
- Les prescriptions des travaux permettant à la maîtrise d'ouvrage, sans l'appui d'autres prestataires, la consultation d'entreprises en capacité de réaliser les ouvrages. Le titulaire détaillera les ouvrages à réaliser, ainsi que leur prédimensionnement ;
- La durée de validité des travaux provisoires ;
- L'estimation du coût des préconisations actualisé à la date du bon de commande (en prenant les prix unitaires des accords-cadres de travaux que le maître d'ouvrage aurait dont un exemple de BPU figure en annexe) ;
- Si cela est nécessaire, les mesures de suivi de l'édifice et de ses éventuels désordres à réaliser.

Le prestataire devra remettre un cahier des charges et une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) décrivant les ouvrages à réaliser en vue de la consultation d'une entreprise pour la réalisation des travaux. Le prestataire préconisera les capacités et qualités requises des entreprises pour la réalisation des travaux et pourra être sollicité pour juger de la pertinence des candidatures et des offres des entreprises soumissionnaires au marché de travaux, sans complément de prix.

### **3.3 ÉLÉMENT DE MISSION 3 : VISITE DE CONTRÔLE**

Au regard de la durée de portage de certains immeubles, le maître de l'ouvrage pourra solliciter le titulaire pour une visite de contrôle. Celle-ci a pour objectif, sur la base du diagnostic initial et suite aux éventuelles interventions consécutives aux préconisations du titulaire, de s'assurer de la stabilité des ouvrages et le cas échéant, de mettre en évidence des évolutions et leurs causes.

### **3.4 PRESTATIONS A LA DEMANDE SUR LA BASE DU BPU**

Pour les prestations non comprises dans le présent descriptif et le bordereau de prix, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel au titulaire du marché, qui ne peut le refuser, avec comme base de chiffrage les éléments figurant dans le BPU à savoir :

- La présence à des réunions en présentiel ou en visioconférence, incluant le cas échéant, tous les frais (déplacement, ...) ainsi que les supports de présentation adaptés à la projection. Sauf spécification particulière précisée au moment de la commande, l'ensemble des documents devront être transmis au maître d'ouvrage 48 heures avant la réunion ;
- Les coûts horaires incluant tous les frais (déplacement, ...) ainsi que les rendus dans la qualité attendue ;
- Un coefficient à appliquer sur les débours pour les prestations réalisées par des sous-traitants, des fournisseurs ou des prestataires (nacelle, échafaudage, sondage, ...). Le

devis du prestataire devra être transmis au maître d'ouvrage pour accord avant toute commande de la prestation. Le coefficient appliqué aux débours comprend tous les frais de structure, marge, aléas, encadrement, pilotage, ...

#### ARTICLE 4 LIVRABLES

L'ensemble des documents remis dans le cadre de la mission devra faire apparaître les références données aux bâtiments par le maître d'ouvrage (zone d'intervention, n° de convention, n° cadastral des parcelles concernées, ...).

##### 4.1 ELEMENT DE MISSION 1 : DIAGNOSTIC

Le titulaire remettra au titre de l'élément de mission 1 un rapport de diagnostic comprenant *a minima* :

- La description sommaire et la localisation de l'édifice à l'échelle départementale et communale (incluant un plan cadastral) ;
- Le descriptif de la structure et de la couverture du bâtiment, l'évaluation de son état et de ses éventuels désordres. Ces éléments seront illustrés par des documents graphiques adaptés à la nature de l'édifice (photographies, plans, schémas, croquis de détail, ...)
- La description et la localisation des désordres éventuels ainsi que l'identification de leur origine ;

***Nota 1 : si des fonds de plan existent, ils seront fournis par le maître d'ouvrage et le titulaire les utilisera pour son rapport. A défaut, il produira les plans schématiques et croquis nécessaires à la localisation et à la bonne compréhension des désordres.***

***Nota 2 : un soin particulier sera apporté aux photographies (localisation, cadrage, éclairage, datation, sujet entouré/fléché, intégration d'une échelle le cas échéant avec l'ajout d'une règle graduée) afin de permettre une bonne perception des désordres par le destinataire du rapport.***

- En cas de désordres importants, les délais d'intervention à respecter pour éviter une aggravation ou un sinistre.

Le rapport sera remis en 1 exemplaire sur support informatique, au format PDF.

La forme des rapports sera arrêtée et validée par le maître d'ouvrage en début de mission après propositions du titulaire. Il sera attendu des présentations synthétiques, qui permettent de rassembler sur une seule page l'ensemble des informations relatives à un élément du diagnostic (par exemple : Composants observés / Constats / Désordres / Photos / Localisation / Degré d'urgence).

Il sera également fourni un lien permettant de télécharger les photographies en haute définition.

#### **4.2 ELEMENTS DE MISSION 2 : PRECONISATIONS DE TRAVAUX DE CONFORTEMENT, DE MESURES CONSERVATOIRES OU DE MESURES DE SURVEILLANCE**

Le titulaire produira au titre de l'élément de mission 2 :

- Un rapport avec la description et la localisation des travaux à réaliser, illustré par des photographies, des schémas, des plans, des détails de mise en œuvre, adaptés à la nature des travaux envisagés. Ce document définira les principes constructifs, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de mise en œuvre. Il précisera le prédimensionnement des éléments structurels. Il contiendra dans son corps ou en annexe l'estimation du coût des travaux, actualisée à la date du bon de commande et sous forme de DPGF.

***Nota 1 : les préconisations ne peuvent se résumer à des items génériques. Les travaux préconisés doivent être qualifiés, quantifiés et localisés.***

***Nota 2 : ce rapport, pour plus de lisibilité, peut-être fusionné avec le rapport de diagnostic.***

- Une annexe au rapport contenant l'estimation du coût des travaux, actualisée à la date du bon de commande.
- Un cahier des charges et une DPGF pour consultation d'entreprises en capacité de réaliser les travaux prescrits. Le niveau de détail technique du document devra permettre au maître d'ouvrage d'organiser, sur cette seule base, la consultation d'entreprises suivant les qualités préconisées.

***Nota : ce cahier des charges et la DPGF sont impérativement dissociés du rapport ci-dessus.***

Les documents seront remis en 1 exemplaire sur support informatique, au format PDF (tous livrables) et au format Excel (estimation des travaux et DPGF).

#### **4.3 ELEMENTS DE MISSION 3 : VISITE DE CONTROLE**

Le titulaire produira au titre de l'élément de mission 3 le même rapport que pour l'élément de mission 1 auquel sera adjointe une rubrique supplémentaire liée aux conclusions de la visite de contrôle.

#### **4.4 ELEMENTS DE MISSION 4 : AUTRES PRESTATIONS A LA DEMANDE SUR LA BASE DU BPU**

Le titulaire produira un rapport répondant aux attentes formulées dans le bon de commande.

Dans le cas de demande de participation à une réunion, le prestataire devra réaliser un support de présentation compatible avec la projection ou la diffusion lors d'une visioconférence. Les documents seront remis en 1 exemplaire sur support informatique au format PPT modifiable et 1 exemplaire sur support informatique au format PDF. La taille des documents doit permettre une transmission par mail à l'ensemble des participants.

